se répartit ainsi: en Saskatchewan, 16,9 millions de boisseaux, en Alberta, 12,9 millions et au Manitoba 12,3 millions. Quant aux éleveurs gouvernementaux de l'intérieur, ils ont manifesté autant de nonchalance que le gouvernement à cet égard. En novembre, les éleveurs de l'intérieur ont séché en tout 372,000 boisseaux, en décembre 1,042,000 et du 1^{er} au 17 janvier, 17,833,000 boisseaux. Que faut-il en conclure? C'est une preuve de plus que le gouvernement n'a nullement conscience de la gravité et de l'urgence de la situation dans les Prairies.

● (12.20 p.m.)

Lors de son récent voyage à Saskatoon où il a prononcé une allocution à la réunion annuelle de la Chambre de commerce, le ministre s'est bien gardé d'aborder ce problème. Il a préféré donner son avis sur l'opportunité et la valeur de l'article 16A. Il a dit à quel point il était utile et que, s'il avait été adopté, il aurait été avantageux à la démocratie en général et au gouvernement parlementaire en particulier. Il s'est gardé de parler du problème qui se pose pour les cultivateurs.

Je doute si le gouvernement a la moindre notion des sentiments de frustration qu'éprouvent les agriculteurs de l'Ouest. Le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) nous a annoncé aujourd'hui qu'il se rend sur la côte ouest pour voir ce qui se passe au port d'exportation. J'aimerais qu'il aille en Saskatchewan, au Manitoba ou en Alberta pour y prononcer quelques discours. Je suis sûr qu'il serait accueilli avec hospitalité et bonté. Je suis également sûr qu'on lui témoignerait un profond dédain à cause de l'inertie du gouvernement.

De quoi s'agit-il? D'une mesure qui, à mon avis, est une tentative futile pour venir à bout d'un grave problème. Les cultivateurs pourront obtenir des avances jusqu'à concurrence de \$600 pour leur permettre de sécher leur blé. La mise en marché du blé est gravement menacée parce que le gouvernement refuse d'agir et de nommer un contrôleur du trafic. Pourtant, en ce moment même, il y a aux États-Unis 7,000 ou 8,000 wagons de marchandises canadiens qui devraient être au Canada et qui sont bien équipés pour le transport du blé. Pourquoi ne fait-on rien à ce sujet? En Saskatchewan, seulement le quart des séchoirs fonctionnent, parce que le froid empêche d'utiliser les autres. Cette mesure n'est qu'un expédient destiné à dissimuler l'inertie du gouvernement.

Nous constatons la même chose dans tous les domaines. Nous en avons eu un exemple aujourd'hui, lorsque j'ai demandé au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) quelles mesures étaient prises au sujet de l'Iraq. Il m'a répondu qu'on n'avait pas encore reçu de nouvelles. C'est un gouvernement nonchalant, inactif qui établit une juste société injuste envers tous, notamment à l'heure actuelle envers les cultivateurs de l'Ouest canadien.

Que fera cette mesure? Elle permettra aux cultivateurs d'emprunter sans intérêt, en vue d'accomplir le travail auquel le gouvernement devrait participer au lieu de s'en remettre à eux. Le ministre a déclaré tantôt que le cultivateur devait assumer la responsabilité dans cette affaire. Ce principe peut être excellent à Ottawa, mais j'aimerais que le ministre tienne des propos de ce genre dans l'Ouest canadien. Cette attitude est entièrement injustifiable. Il est inutile de tenter d'exhorter le gouvernement à l'action.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce est engagé dans une conversation profonde, alors que nous traitons d'un problème dont il est en grande partie responsable et qu'il traite avec nonchalance depuis le début. Le gouvernement n'agira pas, c'est évident, puisque le ministre a dit aujourd'hui qu'il revient aux cultivateurs de sécher leur propre blé. Si c'est comme cela que le ministre assume ses responsabilités, tout ce que je puis dire, c'est que la situation du cultivateur de l'Ouest est désespérée. Le gouvernement lui dit: «Nous vous avancerons jusqu'à \$600, afin que vous puissiez sécher votre blé», ce qu'en fait le cultivateur ne pourra faire à cause du temps et de la pénurie de séchoirs. Encore une fois, on s'en remet à d'autres au lieu d'agir.

Qu'est-ce que le gouvernement aurait dû faire? Pourquoi n'agit-il pas devant cette crise nationale, la plus grave que l'Ouest canadien ait connue depuis 35 ans? Pourquoi n'aide-t-on pas les intéressés? La Commission du blé et d'autres organismes ont demandé qu'on verse des subventions directes aux cultivateurs. J'ai remarqué que le ministre n'en a pas soufflé mot. Le projet de loi prévoit une aide fédérale et provinciale: un versement direct de 5c. le boisseau pour le blé séché, jusqu'à concurrence de \$200 par cultivateur. Imposer ce fardeau au cultivateur de l'Ouest, comme l'a proposé il y a quelques instants le ministre en guise de solution au problème, est inexcusable. La situation dans l'Ouest est désespérée; le gouvernement doit agir.